

# LE COURRIER CATALAN

GAZETTE D'INFORMATION BI-MENSUELLE

Rédaction et Administration : 71, Rue de Rennes, Paris (VI<sup>e</sup>)

Abonnement Annuel : France : 35 fr. — Etranger : 50 fr.

2<sup>e</sup> ANNÉE | N<sup>o</sup> 37 |

| 15 NOVEMBRE 1925

## NOUVELLES DE LA QUINZAINE

**UN NOUVEAU COMLOT.** — Des bruits de conspiration militaire contre le Directoire ayant couru à Madrid et à Barcelone, ils ont reçu aussitôt une confirmation indiscutable. Des officiers des garnisons des deux villes ont été emprisonnés. A Barcelone, deux anciens députés catalans ont été arrêtés comme étant compromis dans ce nouveau complot. La nouvelle des arrestations opérées à Madrid a produit à Barcelone une certaine émotion. On s'attend à des nouvelles arrestations aussi bien à Madrid qu'à Barcelone. D'après une dépêche de Madrid datée du 12 courant, les conspirateurs n'avaient pas pour but un coup d'Etat comme le pronunciamiento de septembre 1923, mais de descendre dans la rue à la tête de leurs troupes et de faire usage de leurs armes pour rétablir ce qui est. Si le mouvement avait réussi, les séditions devaient proclamer la République.

**L'AFFAIRE DE GARRAF.** — Le Parquet de Barcelone ayant été saisi du non-lieu formulé par l'autorité militaire à la requête des tribunaux civils réclamant la compétence pour juger l'affaire du complot de Garraf, le capitaine général de Catalogne est tenu d'envoyer l'instruction au Tribunal Suprême de Justice, qui doit décider sur la compétence. La juridiction militaire est donc temporairement suspendue.

**NOUVEAUX PROCÈS.** — On instruit de nouvelles affaires séparatistes. M. Joan Velasco Canadala, détenu, sera jugé par un conseil de guerre. Les tribunaux militaires doivent juger aussi Madame Magina Pons, de Sabadell, accusée d'avoir outragé le drapeau espagnol. On instruit également un procès à M. Josep Espinalt, que l'on a remis provisoirement en liberté. La prison de Barcelone est remplie de détenus dits gouvernementaux, c'est-à-dire, auxquels on ne leur instruit pas de procès. La Ligue des Droits de l'Homme de Barcelone a fait de nombreuses démarches auprès des autorités, afin d'obtenir la liberté d'Angel Pestana et d'autres détenus. Ses démarches sont été jusqu'à présent inutiles.

**MESURES PRÉVENTIVES SÉVÈRES.** — Inquiet de l'émotion que cause dans le pays l'annonce d'une nouvelle conspiration, le Directoire a pris de suite en Catalogne des mesures préventives sévères. Il a ordonné la dissolution du Cercle Autonomiste des employés du commerce et de l'industrie et celle de l'Athénée encyclopédique populaire. Comme on le sait, ces deux associations sont de tendance catalaniste et groupent plusieurs milliers d'adhérents. Des perquisitions sont faites aussi dans les loges maçonniques. On sévit aussi contre les étudiants qui sont en grève depuis l'arrestation de l'ancien député Trias de Bes, professeur de droit international à l'Université de Barcelone. La Schola Cantorum a été clôturée.

**LA SUCCESSION DU DIRECTOIRE.** — Un journaliste espagnol qui accompagne le dictateur dans son voyage au Maroc croit savoir que les idées du général Primo de Rivera au sujet du gouvernement qui le remplacerait sont les suivantes : « Ce gouvernement, qui serait présidé par le dictateur et formé de personnalités civiles qui seraient le précurseur d'un autre gouvernement chargé de procéder aux élections législatives, adoucirait en les conservant les procédés de gouvernement employés par le Directoire. Les futures Cortès seraient élues selon une méthode nouvelle qui empêcherait toute sorte d'abus de la part des personnages influents dans les diverses régions. L'Assemblée élue (il n'y en aurait probablement qu'une) aurait un fonctionnement absolument différent de celui du Sénat et du Congrès. Une réorganisation administrative s'ensuivrait et les contribuables espagnols, au lieu de payer des impôts divers, confus et compliqués, n'auraient à payer qu'un seul impôt direct et fixe, sur le capital et quelques impôts indirects de perception facile. »

**CONTRE LA PRESSE.** — Les autorités militaires continuent à sévir contre la presse. El Liberal et La Noche, de Barcelone, ont été à nouveau punis d'amende. M. Ramon Ratès, rédacteur à La Lluita, a été emprisonné pour la publication d'un article que l'on a estimé injurieux contre le maire de Rubi.

**LE PARTI DE PRIMO.** — A la suite des déclarations du dictateur condamnant toute idée régionaliste, si mince et vague soit-elle, le groupement « National Régionaliste » qui s'était constitué à Barcelone pour grossir les rangs du parti de l'Union patriotique, s'est déclaré dissous.

## ALPHONSE XIII A PARIS

Excusez-moi d'être irrévérencieux, ce jour ; je songe au nez qu'a dû faire Maurice de Waleffe en recevant la lettre que lui ont écrite M. Eduardo Ortega y Gasset et les correspondants des journaux espagnols résidant à Paris. M. Maurice de Waleffe est un écrivain de talent ; il est un de ces journalistes parisiens qui propagent au loin le mirage de la Grande Ville, mais qui font, le plus inconsciemment du monde, le plus grand mal à la France. Laissez-moi vous avouer que j'ai pour la personne littéraire de M. de Waleffe beaucoup de sympathie : une sympathie teintée de déférence, comme l'exige l'écart de nos âges, mais très réelle. Il y a du charmeur en cet homme.

Mais voilà ! Je comprends très bien qu'il y en ait trop ! Beaucoup d'écrivains ou journalistes célèbres, chez nous, abusent du charme dont ils savent parfumer leurs écrits. Nous leur devons, près des savants, près des spécialistes, et près de beaucoup d'hôtes notoires, la juste réputation de ne jamais savoir de quoi nous parlons. Ainsi sont, il est vrai, quantité de trop jolies femmes : trop jolies pour être sérieuses, sinon pour être honnêtes. Elles babillent. Ils écrivent. Parades nécessaires du monde ou du métier. Plus loin, il y a la vérité !

Ainsi, M. Maurice de Waleffe invitait sérieusement le roi d'Espagne à venir à Paris, en tant que prince de la latinité moderne. J'imaginais que le roi ne viendrait pas sans Primo de Rivera. Et je comprends l'indignation des correspondants des journaux espagnols à Paris, qui, du moins, eux, savent ce qui se passe dans leur pays, et se souviennent que ce prince latin est un Habsbourg.

Et comme il faut regretter que la lettre des journalistes espagnols à leur confrère parisien n'ait pu être reproduite plus largement ! On l'a, d'abord, traduite en trop mauvais français pour que cela fût possible. Ensuite, elle s'adressait, par delà la personne de Maurice de Waleffe, à la plupart de ses confrères qui ne croient pas pouvoir parler de pays étrangers ou voisins, sans les confondre avec les gouvernements qui les représentent provisoirement avec plus ou moins de fidélité.

Car c'est ainsi. Depuis deux années que Primo gouverne, depuis trois années que Mussolini sévit, on continue à croire très sérieusement, à Paris, dans les milieux bien pensants, que Mussolini représente la volonté du peuple italien et Primo, les suffrages espagnols. Ils ne représentent en fait — je le concède à M. de Waleffe — que la lâcheté des Latins du XX<sup>e</sup> siècle qui ne savent plus se débarrasser d'un

tyran. Ils ne savent que gémir en silence et s'exclamer en vivats trompeurs.

Hélas ! oui, nous sommes des Latins dégénérés. Et je m'accuse d'avoir cru à la possibilité d'une union latine : la jalousie, la haine, le mensonge sont les seules figures de la latinité moderne.

Oui, je sais bien ! l'héroïsme et l'enthousiasme sont aussi nos vertus. Mais nous avons eu, nous Français, la chance d'être alliés aux Celtes et à maints barbares. Nous sommes les métis d'une civilisation synthétiquement recomposée, plus que les héritiers des Latins. Il est dommage, au reste, que le plus joueur des souverains ne puisse même pas prétendre à représenter une race latine : il y excellerait, s'il lui pouvait suffire de figurer un dégénéré de distinction.

Mais, disent à Maurice de Waleffe les journalistes espagnols accrédités à Paris, en réponse à un article de Paris-Midi, s'il vient, notre roi autrichien et latin, faites-nous la grâce de le conserver chez vous ; quant à nous, patriotes espagnols, il nous dégoûte ; et nous ne retrouverons en nous le sentiment de la fierté nationale que le jour où nous serons débarrassés de ce monarque d'opérette et de champ de courses. Car, les paladins de la Castille, ce sont Blasco Ibanez et Miguel de Unamuno. Don Alfonso de Borbon y de Habsburgo ne fut jamais digne d'eux.

Nous le savions. Maurice de Waleffe ne le savait pas. La plupart des écrivains notoires des grands journaux l'ignorent comme lui. Paris est la ville de France où l'on sait le moins de choses. A-t-on le temps de s'y renseigner sérieusement ?

Notez que nos confrères espagnols, auteurs de la lettre qu'a reproduite *Le Courrier Catalan* en son dernier numéro, ne sont nullement sympathiques à la cause que nous défendons ici. Ce sont des Castillans : c'est tout dire. Mais ils savent ce que leur souverain a fait de leur patrie, en l'abandonnant à Primo de Rivera. Ils savent que celui-ci, par ses brutalités, a irrémédiablement séparé la Catalogne de l'Espagne. Ils savent que l'unité du royaume fut compromise par les procédés d'un gouvernement trop incapable de comprendre qu'obéir à certaines contingences c'est, le plus souvent, préparer un avenir meilleur. Voilà quelle est la raison de leur courroux à l'égard d'Alfonso.

Voilà ce que ne comprendront pas facilement, hélas ! les paladins du journalisme ou de la politique parisiens... qui n'ont, hélas ! rien de commun avec la politique et le journalisme français.

F. JEAN-DESTHIEUX.

## LA SITUATION POLITIQUE

### UN COMLOT CONTRE LE DIRECTOIRE

On nous mande de Madrid :

La situation politique est, en Espagne, plus trouble que jamais. On sent que le roi est fatigué de son Directoire — comme S. M. la reine Victoria se plait à nommer la cour de généraux qui l'entourent — et que l'armée elle-même est loin d'être unie. Plus encore : il s'est trouvé des mécontents, parmi les militaires, pour conspirer tout de bon.

Primo de Rivera se rend compte qu'il doit s'en aller, son autorité devenant précaire. Une fois déjà, lorsqu'il est retourné soi-disant victorieux d'Ajdir, il a fait un appel au roi en disant que seul le monarque pouvait décider d'un retour à la Constitution. Une seconde fois, en faisant ses adieux aux troupes du corps d'opération du Maroc, le général a mis son sort entre les mains du souverain. Il a dit :

« Quand le roi en aura ainsi décidé, un gouvernement de composition plus normale, plus civile et s'inspirant des mêmes principes que ceux que le Directoire a appliqués, veillera à la tranquillité et à la prospérité du pays. »

Postérieurement, le directeur du journal madrilène A B C télégraphia de Tétouan à Madrid que le général Primo de Rivera lui confirmait que le Directoire serait remplacé par un ministère civil, présidé par lui et qui préparerait les voies à un ministère qui décréterait des élections générales.

Mais cette dépêche arrivait à Madrid en même temps que l'on découvrait un complot assez vaste contre le Directoire et que nombre d'officiers étaient arrêtés. La censure ne laisse passer aucune information sur ces arrestations. On sait cependant que les généraux Lopez Ochoa, qui réside à Barcelone, mais qui s'était rendu à Madrid, et Souza, deux commandants du régiment de Covadonga, dont un nommé Mangada, les colonels Pardo et Segundo

Garcia et d'autres, dont on ne connaît pas les noms, auraient été conduits par des policiers à la prison militaire de Madrid.

A Barcelone, la police a procédé à de nombreuses arrestations, parmi lesquelles celles des anciens députés MM. Antoni Miracle et Trias de Bes. Ce dernier étant professeur d'économie politique à l'Université, le doyen de la Faculté de Droit a saisi immédiatement les autorités d'une protestation énergique. On a arrêté aussi un jeune éditeur, M. Demetrius Oliva. La police ayant découvert le complot dont il est question, on suppose que les deux ex-députés et l'éditeur nommé y ont participé. Le bruit court également à Barcelone que plusieurs officiers généraux, parmi lesquels le général Portuondo, se trouvent également compromis.

Si les opinions des détenus peuvent servir d'indice, le mouvement pourrait avoir eu pour but de renverser le Directoire, de rétablir les garanties constitutionnelles et de convoquer le corps électoral. C'est, au fond, le programme que vient de lancer de Tétouan Primo de Rivera lorsqu'il a été informé de la découverte du complot.

Nous avons interrogé au sujet du complot une personne bien informée. Elle nous a répondu :

— Sans mettre de côté le prétexte des récompenses demandées par le général Primo de Rivera en faveur des officiers qui prirent part au débarquement dans la baie d'Alhucemas, il semble qu'il s'agit plutôt de faire revivre le programme que les Juntas militaires lancèrent en 1917.

Quoi qu'il en soit, la situation est trouble. Le Directoire n'a plus d'autorité sur les militaires. La fameuse victoire d'Ajdir a affaibli, plutôt qu'elle n'a consolidé, le prestige du dictateur. Celui-ci sent bien que ses jours sont comptés. Il ne peut pas s'appuyer sur l'opinion, l'opinion lui est hostile. Il ne peut

plus invoquer la solidarité de l'armée, d'autres généraux ayant conspiré contre lui. Il fait appel à la volonté du roi, ce qui prouve qu'il ouvre la voie aux décisions royales, ce qu'il s'était bien défendu de faire pendant les deux ans de sa dictature. Puis, l'hostilité avec laquelle on a reçu ses vues sur le problème marocain, comme résultat de la polémique suscitée par la lettre de Cambo, a affaibli aussi, même internationalement, son prestige. Que fera-t-il ?

Le complot tout récemment ouvert est un symptôme aussi bien qu'un avertissement. « Celui qui tue avec du fer est tué par le fer », dit-on en Espagne. Le dictateur devrait ne pas l'oublier.

Une toute récente dépêche Havas complète ces informations rapportant que la police espagnole recherche pour l'arrêter l'ancien ministre libéral M. Portela, grand dignitaire de la maçonnerie. « Dans certains milieux, ajoute la dépêche, on s'efforce d'établir un synchronisme entre les agissements des maçonneries italienne et espagnole. » Cette même dépêche parle de nouvelles perquisitions réalisées dans les domiciles des catalanistes, mais on ne saisit bien le rapport que ces perquisitions et les prétendues menées de la maçonnerie auraient avec le complot militaire découvert.

## Le constitutionnalisme du roi d'Espagne

Dans son livre *La Verdad sobre la Dictadura*, M. Eduardo Ortega y Gasset écrit :

Le règne d'Alphonse XIII est tout imprégné du désir intime du monarque de réaliser une politique personnelle. Dans son rôle de pouvoir modérateur, le roi a toujours méconnu la neutralité constitutionnelle avec laquelle il aurait dû conduire les mouvements de l'opinion, lorsqu'il s'agissait de concilier les luttes des partis. Même sans s'en rendre compte, bien des fois, car son esprit s'est toujours trouvé enfermé dans un cercle moral étroit qui rendait encore plus hermétique l'ambiance de la cour, ses discussions ont été toujours inspirées par ce moteur personaliste. Il n'a jamais consenti, de bon gré, à la tête du gouvernement, des personnalités ayant toute l'autorité d'un grand chef. Moret, Maura, Canalejas, froissaient cette vanité puérile qui est en lui ; ils ont été tous les victimes de ses intrigues, par lesquelles les anciens partis ont été désorganisés et décomposés. Il suffit de cette allusion pour s'expliquer ses actes et pour comprendre comment il a toujours eu un penchant pour les hommes de second plan, qu'il a tirés de la médiocrité. Cette protection à de pareilles personnes, qui ne devaient pas leurs postes aux luttes politiques ni à leur prestige, contribuait au discrédit du régime politique, que le roi lui-même blâmait ; il ressortait ainsi que seul le roi pouvait apporter au pays le salut. Son peu de tact lui faisait oublier qu'en détruisant tout cela il se faisait le plus grand dommage, car ce qu'il détruisait, c'était la monarchie. Avec grande inconscience, il s'enorgueillissait de sa conduite dans son fameux discours de Cordoue. Ce discours fut, au fond, une prophétie imprudente où le monarque annonçait déjà le coup d'Etat de Primo de Rivera.

## Le problème marocain

La controverse Cambo-Primo de Rivera au sujet du Maroc a eu un grand retentissement. M. Cambo, dans un long article inséré dans *La Veu de Catalunya* expose de nouveau sa thèse complètement abandonnée. A cette thèse, le général dictateur y répond d'abord par ces mots :

« Il faut poursuivre au Maroc une politique menant au but définitif avec le minimum d'efforts dans le temps et la mesure juste nécessaires et susceptibles de maîtriser la rébellion. De l'abandon du Maroc, il n'y a pas à parler. »

Cela n'a pas empêché la presse espagnole de se rallier presque unanimement à la thèse de l'ancien député catalan. Cette thèse peut se résumer ainsi : « L'entreprise marocaine est une sottise au-dessus des forces de l'Espagne. Puisque l'apparente victoire d'Alhucemas sauve la face et le prestige de l'Espagne, profitons-en pour sortir de cette aventure lamentable. » (Nous renvoyons nos lecteurs au numéro précédent où nous avons inséré intégralement la lettre de M. Cambo au dictateur.)

Dans le nouveau document que l'ancien ministre des finances a lancé à la controverse, il affirme que l'Espagne ne peut pas considérer le Maroc comme une colonie et dit :

Le Maroc nous crée, par contre, deux frontières : une maritime et une terrestre. En cas de guerre, deux hypothèses doivent être prévues. La première, une guerre contre la France, d'accord avec l'Angleterre ; la deuxième, une guerre avec l'Angleterre, d'accord avec la France. Dans le premier cas, l'Espagne reste affaiblie, puisqu'elle aura une nouvelle frontière terrestre que la flotte britannique ne pourrait pas défendre ; dans le second cas, l'Espagne verrait ses communications avec le Maroc coupées par la flotte anglaise. Ce problème de frontière conseille donc à l'Espagne de renoncer à la zone de protection au Maroc. Le programme du général Primo de Rivera au Maroc ne diffère que très légèrement de ceux exposés